



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

renseignement

Question écrite n° 92304

Texte de la question

Mme Isabelle Attard interroge M. le ministre de l'intérieur sur l'utilisation des « notes blanches » par les services de renseignement français. Une « note blanche » est une note émise sans mention de son origine, ni du service dont elle provient, ni du nom du fonctionnaire l'ayant rédigé. En 2002, le président de la République Nicolas Sarkozy avait demandé la suppression des « notes blanches ». En 2004, Dominique de Villepin, répondant à la question d'actualité au Gouvernement n° 0349G sur la réforme des renseignements généraux, assurait avoir confirmé cette instruction à son arrivée. Il précisait alors qu'« il n'est pas acceptable en effet dans notre République que des notes puissent faire foi alors qu'elles ne portent pas de mention d'origine et que leur fiabilité ne fait l'objet d'aucune évaluation ». En 2007, à la question écrite n° 1720, le ministre de l'intérieur confirmait à nouveau la réalité de la disparition des « notes blanches ». Le 11 décembre 2015, le Conseil d'État, saisi dans le cadre de la procédure du référé-liberté, a examiné en urgence sept affaires d'assignations à résidence prononcées à l'occasion de la COP 21. Dans les décisions contentieuses de ces sept affaires, il est stipulé que le Conseil d'État « a admis de prendre en compte les faits présentés dans des « notes blanches » produites par le ministre ». Elle lui demande donc qui a rétabli l'utilisation des « notes blanches », quand et pourquoi. Elle lui demande également s'il compte supprimer à nouveau les « notes blanches », et si oui, à compter de quelle date.

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Attard](#)

Circonscription : Calvados (5^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 92304

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [5 janvier 2016](#), page 18

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)